Tensions en Asie du Nord-Est : Nouveaux tirs de missiles balistiques nord-coréens, campagne en Chine contre Thaad, le bouclier antimissile américano-sud-coréen

lundi 6 mars 2017, par <u>BOURREAU Marie</u>, <u>MESMER Philippe</u>, <u>PEDROLETTI Brice</u> (Date de rédaction antérieure : 6 mars 2017).

Sommaire

- La Chine accroît les pressions
- De nouveaux missiles balistiqu
- Comment la Chine aide la (...)
- La Malaisie annonce l'expulsio

La Chine accroît les pressions sur la Corée du Sud

Pékin multiplie les sanctions pour protester contre le projet de bouclier antimissile Thaad.

C'est un Chinois d'une soixantaine d'années, le poing levé. Autour de lui, des drapeaux rouges, des gens masqués, des portables qui se lèvent pour le filmer. Il s'époumone : « A bas le Thaad ! Boycottons les produits sud-coréens ! » La foule reprend en chœur ses slogans.

Cette manifestation, dimanche 5 mars, devant un magasin de l'enseigne sud-coréenne Lotte dans la ville de Jilin, dans la province du même nom (nord-est de la Chine), est le dernier épisode de la campagne chinoise contre le déploiement par la Corée du Sud du bouclier antimissile américain Thaad (Terminal High Altitude Area Defense). Le même jour, à Xinzheng, dans le Henan (est), des cartons de bouteilles d'eau de la marque Trevi, filiale de Lotte, ont été écrasés par un bulldozer au son de l'hymne national chinois. Le conglomérat Lotte, géant de l'agroalimentaire et des grands magasins, est pris pour cible car il a cédé à l'armée sud-coréenne un terrain de golf qu'il possède dans le centre du pays pour accueillir le système Thaad.

Ces coups d'éclat sont d'autant plus remarquables que la Chine se trouve, depuis vendredi, en pleine session parlementaire, un moment de contrôle policier et de censure intense.

« Opinions unilatérales »

Pas un jour ne se passe sans la publication d'un éditorial dans les médias officiels appelant à « sanctionner la Corée du Sud » et à lui faire « payer cher » ce que les Chinois accusent d'être une atteinte à leur sûreté. Pékin dénonce le Thaad comme un prétexte pour les Américains d'espionner la Chine – et de neutraliser sa capacité de seconde frappe nucléaire. A Séoul, le bouclier antimissile est vu comme un moyen de défense face à une Corée du Nord qui ne cesse de multiplier les essais nucléaires et les tirs de missiles, dont quatre nouveaux projectiles lancés lundi en mer du Japon.

La campagne anti-Corée du Sud rappelle celle qui avait touché en 2008 l'enseigne Carrefour à la suite des mésaventures de la flamme olympique à Paris, ou encore le Japon en 2012 après la nationalisation par Tokyo des îles Senkaku-Diaoyu. Porte-parole belliqueux du Parti communiste, le quotidien *Global Times* a proposé mercredi que « les consommateurs chinois soient la principale force qui donne une leçon à Séoul ». Le quotidien s'est ensuite inquiété des cas de vandalisme répertoriés sur les réseaux sociaux contre des voitures sud-coréennes, pour inciter les « patriotes » à rester « civilisés », avant de remettre à sa place la « minorité » qui répand des « opinions fausses et unilatérales ».

Car les rodomontades chinoises suscitent aussi les quolibets sur la blogosphère : la Chine y est accusée de ne pas savoir tenir en laisse son « chien fou » – la Corée du Nord – mais de s'en prendre à celui qu'il menace de mordre – Séoul – car ce dernier a appelé le caïd du quartier à la rescousse – les Etats-Unis.

Après plusieurs mois de boycott informel de la K-pop, la pop culture sud-coréenne très prisée en Chine, les plates-formes de vidéo en ligne ont supprimé ces derniers jours toutes les séries du pays du Matin-Calme. Les agences de voyage refusent désormais de prendre des réservations pour les voyages de groupes en Corée du Sud.

« Amitié de longue date »

Avant les tirs balistiques de lundi, le tir de missile du 12 février puis l'assassinat à Kuala Lumpur de Kim Jong-nam, le demi-frère du dictateur nord-coréen, ont fait monter les tensions sur la péninsule coréenne. Le 18 février, Pékin avait certes annoncé la suspension des importations de charbon de Corée du Nord – mais après avoir largement dépassé en 2016 les quotas imposés par les sanctions de l'ONU. En outre, la Chine a continué de tolérer sur son territoire un grand nombre d'activités financières et commerciales nord-coréennes par le biais de sociétés-écrans, comme le révèle un rapport des Nations unies. Pékin a bien reçu, le 28 février, le vice-ministre des affaires étrangères nord-coréen Ri Kil-song. Or, rien n'a filtré des entretiens, si ce n'est que les deux pays chérissaient leur « amitié de longue date ».

Les sanctions chinoises sont prises au sérieux à Séoul, en raison notamment des retombées touristiques. Les Chinois représentent près de la moitié des 17,2 millions de visiteurs étrangers dans ce pays en 2016. Malgré la crise politique actuelle marquée par la destitution de la présidente Park Geun-hye et la perspective d'un scrutin présidentiel anticipé, les partis sud-coréens ont affiché une certaine unanimité face à l'attitude de Pékin, qualifiée de « puérile » et « teintée d'arrogance » par Chung Woo-taik, le président du Parti de la liberté en Corée (conservateur, au pouvoir). Son homologue du Parti démocrate (progressiste, dans l'opposition), Choo Mi-ae, a déploré que « cela [allait] trop loin ».

En réaction au boycott par les agences de voyage chinoises, le ministre du commerce Joo Hyunghwan a, lui, déclaré envisager des actions légales « pour de possibles infractions des règles de l'Organisation mondiale du commerce et de l'accord bilatéral de libre-échange ».

Brice Pedroletti (Pékin, correspondant) Journaliste au *Monde*

Philippe Mesmer (Tokyo, correspondance) Journaliste au *Monde*

De nouveaux missiles balistiques tirés par la Corée du Nord

Trois projectiles se sont abattus dans la zone économique japonaise. Séoul et Washington procèdent à « une analyse conjointe approfondie ».

La Corée du Nord a tiré quatre missiles, lundi 6 mars, à partir de sa base de Tongchang-ri, près de la frontière avec la Chine. Tous se sont abîmés en mer au large de la côte orientale de la péninsule coréenne, a détaillé l'armée sud-coréenne en évoquant des projectiles d'une portée d'environ 1 000 kilomètres.

- « La Corée du Sud et les Etats-Unis mènent une analyse conjointe approfondie » pour en déterminer la trajectoire précise, a déclaré l'état-major à Séoul. Washington a « condamné fermement » ce lancement, par la voix du porte-parole du département d'Etat (inistère des affaires étrangères), Mark Toner.
- « Nous restons préparés et nous allons continuer à prendre les mesures nécessaires pour cela à nous défendre et à défendre nos alliés contre une attaque, et nous sommes prêts à utiliser toute la gamme des moyens à notre disposition contre cette menace croissante. »

Evoquant une « grave menace » pour sa sécurité, le Japon a de son côté affirmé que trois de ces missiles balistiques s'étaient abattus dans sa zone économique exclusive. « Les derniers tirs sont clairement la preuve d'une nouvelle menace venant de Corée du Nord », a déclaré le premier ministre nippon, Shinzo Abe. « Après cette séance [au Parlement], je vais convoquer le Conseil national de sécurité », a-t-il poursuivi.

« Le Japon ne peut pas tolérer les actes provocateurs de la Corée du Nord », a renchéri le secrétaire général du gouvernement, Yoshihide Suga. Les gardes-côtes nippons ont cependant précisé à l'Agence France-Presse qu'aucun navire n'avait été endommagé par ces tirs.

Manœuvres militaires de Séoul et Washington

La Corée du Sud et les Etats-Unis ont récemment lancé leurs manœuvres militaires conjointes annuelles, qui suscitent régulièrement la colère de Pyongyang.

Le régime nord-coréen a condamné ce qu'il considère comme des provocations et des préparatifs pour une invasion de son territoire. Kim Jong-un a ordonné à l'armée, le 1^{er} mars, d'« élaborer des contre-mesures exhaustives en vue d'une frappe sans merci contre une attaque aérienne soudaine de l'ennemi », selon les propos cités par l'agence de presse officielle KCNA.

C'est à partir de Tongchang-ri, près de la frontière avec la Chine, que Pyongyang avait lancé, en 2016, un missile balistique qui avait placé un objet en orbite. Le tir avait été condamné par les Nations unies en vertu des résolutions interdisant à Pyongyang d'utiliser une telle technologie. Le 13 février, le Conseil de sécurité de l'instance avait condamné à l'unanimité un tir de missile, survenu la veille. Il avait alors menacé de « prendre des mesures significatives » contre le pays.

Le Monde.fr avec AFP, AP et Reuters

Comment la Chine aide la Corée du Nord à contourner les sanctions de l'ONU

Selon un rapport des Nations unies, des sociétés écrans, basées notamment en Chine, permettent au régime de financer son programme balistique et nucléaire.

C'est un rapport qui ne peut pas plus mal tomber pour Pékin, qui avait voulu montrer un signe de bonne volonté à la communauté internationale face aux activités de prolifération nucléaire et balistique de la Corée du Nord. La Chine avait en effet annoncé, le 18 février, suspendre ses importations de charbon pour 2017, privant ainsi Pyongyang d'une manne financière d'un milliard de dollars ; mais l'enquête du comité des experts de l'ONU, dont Pékin cherche à tout prix à retarder la publication officielle, montre au contraire comment la Chine permet tacitement à la Corée du Nord de maintenir des relations commerciales « avec l'Asie, l'Afrique et le Moyen-Orient ».

Ainsi, la Corée du Nord « fait fi des sanctions [imposées par l'ONU] en faisant commerce de marchandises interdites, avec des techniques de contournement de plus en plus importantes en termes de taille, de portée et de sophistication », note le rapport. La Chine sert de « zone de transit pour des produits commerciaux ou des transactions financières grâce à des sociétés-écrans », souligne George Lopez, qui a siégé au comité des sanctions de l'ONU en 2010 et 2011. Basées à Pékin, Hongkong ou encore Dandong, une ville sur la frontière, ces sociétés – non enregistrées comme des institutions financières mais fonctionnant comme telles – servent d'intermédiaires aux banques nord-coréennes pour continuer à financer leurs activités illicites. Dans les cas où l'accès financier est trop difficile, les agents nord-coréens, souvent des diplomates, utilisent le paiement en espèces ou en lingots d'or.

Tentaculaire

Le rapport décrit un réseau tentaculaire de sociétés-écrans chinoises « qui disparaissent progressivement des registres publics commerciaux », signe de « l'ingéniosité et de la capacité d'adaptation » des Nord-Coréens. Le rapport liste les produits nord-coréens vendus de la Malaisie à l'Erythrée en passant par la République démocratique du Congo en violation des résolutions onusiennes : charbon, lithium, missiles sol-air, matériel de communication militaire, statues en bronze à la gloire des autocrates africains ou pistolets automatiques.

En juillet 2016, une cargaison de radios militaires à destination de l'Erythrée a ainsi été interceptée en provenance de Chine. Les radios étaient commercialisées par une société-écran basée en Malaisie appelée Glocom, qui est contrôlée par le Bureau général de reconnaissance, l'agence de renseignement nord-coréenne chargée des opérations à l'étranger.

Dans une critique à peine voilée à Pékin, les experts de l'ONU notent que l'application des sanctions reste « insuffisante et inconsistante ». Cela a permis à Pyongyang « de poser des jalons en matière de technologie pour sa capacité [à maîtriser] des armes de destruction massive et tout indique que cela va continuer ». Le régime nord-coréen a ainsi indiqué « entrer dans la phase finale de préparation pour un essai de missile intercontinental », note encore le rapport.

Pékin n'a eu de cesse de jouer un jeu de dupes, alors que Pyongyang a procédé, en 2016, à deux

essais nucléaires et à 26 tirs de missiles balistiques, « un nombre sans précédent » selon les experts. La Chine a montré une bonne volonté de façade en votant les sanctions les plus sévères jamais prises par l'ONU, mais, en coulisses, Pékin a maintenu un soutien commercial vital au régime de Kim Jong-un. Le magazine *Foreign Policy* a révélé qu'en décembre 2016 Pékin a acheté deux millions de tonnes de charbon à Pyongyang, deux fois plus que ce que l'ONU l'y autorise, et sans en référer au comité des sanctions. Invité à s'expliquer à huis clos, le représentant chinois aux Nations unies est resté muet.

Marie Bourreau (New York, Nations unies, correspondante) Journaliste au *Monde*

* LE MONDE | 03.03.2017 à 10h55 :

http://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2017/03/03/comment-la-chine-aide-la-coree-du-nord-a-contourner-les-sanctions-de-l-onu 5088703 3216.html

La Malaisie annonce l'expulsion de l'ambassadeur nord-coréen

La mesure fait suite à la dégradation des rapports entre les deux pays après la mort à Kuala Lumpur du demi-frère en disgrâce de Kim Jong-un, Kim Jong-nam.

Le ministère des affaires étrangères malaisien a annoncé samedi 4 mars l'expulsion imminente de l'ambassadeur nord-coréen, conséquence des tensions entre les deux pays à la suite de l'empoisonnement, le 13 février à l'aéroport de Kuala Lumpur, du demi-frère en disgrâce de Kim Jong-un, Kim Jong-nam. Le diplomate dispose de 48 heures pour quitter le pays.

La décision de la Malaisie de déclarer « *persona non grata* » le diplomate fait suite au refus de Pyongyang de s'excuser pour les critiques émises à l'encontre de l'enquête malaisienne sur cet assassinat. La Corée du Nord a protesté vigoureusement contre l'enquête des autorités malaisiennes, accusées de collusion avec ses ennemis après qu'elles ont conclu à un assassinat, alors que Pyongyang soutient que la victime est morte d'une crise cardiaque.

Le chef de la police malaisienne a balayé ces accusations : « Notre enquête, étayée par les expertises, confirme que Kim a été assassiné. La Corée du Nord peut dire ce qu'elle veut, ce sont les faits. »

La brouille s'aggrave

Des images de vidéosurveillance ont montré Kim Jong-nam, approché par-derrière par deux femmes, dont l'une lui projette apparemment quelque chose au visage. Il a succombé pendant son transfert à l'hôpital. Selon l'enquête malaisienne, il a été victime d'une attaque au VX, un agent neurotoxique. La Corée du Sud et les Etats-Unis estiment qu'il a été tué par des agents de Pyongyang.

Une Indonésienne et une Vietnamienne soupçonnées d'avoir administré au demi-frère de Kim Jongun le VX ont été inculpées, mardi, d'assassinat par la justice malaisienne.

Avant l'expulsion de l'ambassadeur, Kuala Lumpur avait déjà annoncé l'annulation, à compter du 6 mars, d'un accord bilatéral permettant à leurs ressortissants respectifs de se rendre chez l'autre sans visa. La Malaisie figurait parmi les rares pays au monde à avoir conclu de tels accords avec

Pyongyang.

Le Monde.fr avec AFP